

IL COMPTE CRÉER UN NOUVEAU PARTI POLITIQUE

Tabbou démissionne du FFS

Karim Tabbou ne fait plus partie du FFS. Il a annoncé officiellement, hier, sa démission du parti avec une soixantaine de cadres, dont des élus locaux et membres de la direction nationale. Lors d'une rencontre restreinte avec quelques journalistes, il a annoncé sa décision d'«engager la réflexion la plus profonde et aller vers la concertation la plus large pour la création d'un cadre mobilisateur».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Entre le FFS et son ex-premier secrétaire national, le divorce est désormais consommé.

La cause ? Karim Tabbou s'explique : «Nous ne voulons pas mener des batailles d'arrière-garde et de lutte d'appareils. Nous sommes engagés à mener le combat pour la démocratie dans le respect absolu des valeurs éthiques.» Et d'ajouter : «Nous voulons réhabiliter et restaurer l'ordre éthique, moral et intellectuel. Nous voulons poursuivre cet exercice de pédagogie politique, mobilisation citoyenne et luttes démocratiques en mesure de construire une conscience politique nationale.»

Karim Tabbou a fait cette sortie médiatique lors d'une rencontre-déjeuner à Alger, en présence de cadres et élus du parti au niveau des APC et de l'APW. Pour appuyer ses propos, celui qui a assuré durant deux mandats le poste de premier secrétaire national du FFS

a rendu publique une déclaration dans laquelle il dira d'emblée : «Nous n'avons jamais souhaité nous retrouver dans cette radicalité vis-à-vis de notre ancien parti et de nos anciens camarades de lutte.» «Les contorsions et les déviations par lesquelles l'équipe dirigeante actuelle veut soumettre le parti à la logique totalitaire du pouvoir ne nous laissent guère le choix sur les décisions à prendre», dira-t-il, en déclarant sur un ton ferme : «On ne reconnaît plus le FFS. Il s'est rangé du côté du pouvoir.»

«Nous refusons de devenir des otages»

Se considérant comme un député populaire et non partisan, rejetant ainsi et implicitement la demande faite par l'actuel premier secrétaire national Ali Laskri de remettre son mandat parlementaire, Karim Tabbou a indiqué à ses interlocuteurs qu'«aujourd'hui comme hier, nous refusons de devenir les otages des luttes d'appareils



Photo : Samir Sid

Karim Tabbou claque la porte du FFS.

et de clans». «Nous exigeons notre liberté d'action politique. Nous faisons de l'impératif démocratique et républicain, un credo avec tout ce qu'il y a à accomplir pour le changement pacifique et radical», explique-t-il.

Karim Tabbou pointe un doigt accusateur vers l'actuelle direction nationale du FFS.

Selon lui, cette dernière a dévié de la ligne du parti. «Nous avons été des militants sincères dans un parti nourri à la sève du 1^{er} Novembre 1954 et des principes du Congrès de la Soummam.

Un parti qui a dit non à la gestion clanique, non à la politique des coups de force et non à la confiscation de la souverai-

neté populaire.» Et d'ajouter : «Le système s'emploie à élargir sa clientèle et à trouver des alliés "de marque" pour briser toute velléité de changement et ainsi assurer son maintien et sa domination. Ni la participation aux dernières législatives ni les promesses de réformes n'ont réussi à faire changer le pouvoir dans ses habitudes maffieuses et scabreuses, encore moins rétablir la confiance du peuple vis-à-vis des institutions.»

L'ex-premier secrétaire national du FFS a dressé un tableau noir de la situation socio-économique du pays. Karim Tabbou dira que «malgré la manne financière, le pays s'enfoncé dans le sous-développement et s'affaisse sous une gestion gangrénée par la corruption. Les fléaux qui ravagent notre société se poursuivent autrement sur une cadence plus accélérée outre la recrudescence du terrorisme, la hargne, le suicide, le chômage et la prostitution continuent de plomber, de démoraliser, de déstructurer et de démobiliser notre jeunesse».

Enfin, il conclut son intervention en indiquant que «construire une Algérie libre et heureuse, n'est ni un slogan ni une chimère. C'est un projet. Une ambition».

A. B.

AFFAIRE ALGÉRIE TÉLÉCOM-HUAWEI-ZTE

La défense exige la présence des représentants de Natixis Luxembourg

L'affaire des commissions versées par les entreprises chinoises Huawei et ZTE dans le cadre d'un marché public d'Algérie Télécom a été reportée au 7 août prochain par la cour d'Alger. Les avocats de l'homme d'affaires Chani Medjdoub ont exigé la présence, lors de la prochaine audience, des représentants de la filiale luxembourgeoise Natixis Private Banking.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La cour d'Alger a renvoyé, hier, l'affaire des commissions versées par les entreprises Huawei et ZTE au 7 août. L'audience s'est déroulée sans Mohamed Boukhari, ancien cadre du ministère des Télécommunications, absent pour raisons de santé.

Pour leur part, les avocats de l'homme d'affaires Chani Medjdoub ont introduit une demande afin d'exiger, lors de la prochaine audience, la présence d'un représentant officiel de la filiale luxembourgeoise de

la banque française Natixis Private Banking.

Cette requête concerne également Dominique Ferminé, un ancien agent de cet établissement financier qui a joué un rôle-clé dans l'ouverture et la gestion des comptes des deux sociétés off-shore ayant servi au versement des commissions de Huawei et ZTE dans le cadre d'un marché public lancé par Algérie Télécom.

Auditionné par un juge d'instruction algérien du pôle judiciaire spécialisé du Centre, dans le cadre d'une commission roga-

toire internationale, Dominique Ferminé avait reconnu le non-respect, par la banque, des procédures de gestion des comptes de ces deux entités.

Rappelons qu'en première instance, le pôle judiciaire spécialisé du Centre avait reconnu coupables de corruption et de blanchiment d'argent Mohamed Boukhari et Chani Medjdoub et les avait condamnés à une peine de 18 années de prison ferme et une amende de 5 millions de dinars chacun.

Le juge avait également confirmé l'émission d'un mandat d'arrêt international à l'encontre de Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao Chuhfa, les responsables des deux entreprises chinoises. Tous les trois ont été condamnés par défaut à 10 années de prison pour corruption.

Par ailleurs, ZTE Algérie et Huawei Algérie, citées en quali-

té de personnes morales, ont été condamnées à une amende de 3 millions de dinars et à une interdiction de soumissionner à un marché public d'une durée de deux années. En fait, il semblerait que cette interdiction pose aujourd'hui un sérieux problème à l'opérateur public Algérie Télécom, cité dans cette affaire en qualité de témoin.

En effet, les deux opérateurs chinois, notamment Huawei, sont les principaux équipementiers d'Algérie Télécom. Leur retrait forcé priverait AT d'équipements de qualité à prix concurrentiels.

Une situation fort embarrassante, surtout qu'elle intervient durant la phase de lancement de la téléphonie de troisième génération. En fait, même si Algérie Télécom obtient la levée de cette interdiction de participation aux avis d'appels d'offres publics à travers le verdict de la cour d'Alger, Huawei et ZTE ne pourront pas échapper à l'article 51 du code des marchés publics qui impose l'établissement d'une déclaration de probité.

Cette disposition écarte toute entreprise ayant été impliquée dans une affaire de corruption d'agent public. Ce qui est actuellement le cas précisément pour ZTE et Huawei.

T. H.

HAMMAM

MELOUANE (BLIDA)

Des citoyens en colère tentent d'incendier l'APC

Pour protester contre la liste des bénéficiaires de 200 logements à Hammam Melouane, site touristique situé à 30 km à l'est de Blida, des dizaines de citoyens ont tenté, hier, d'incendier le siège de l'APC de cette commune, et ce en brûlant des pneus qu'ils ont jetés devant la porte principale de la mairie.

La fumée qui s'en est dégagée a engendré une peur certaine chez les habitants de Hammam Melouane, mais surtout chez les estivants qui y sont venus à la recherche de fraîcheur.

La veille, ces mêmes protestataires avaient bloqué la route principale menant vers le centre-ville, causant des embouteillages à l'entrée du site touristique et obligeant un grand nombre de touristes à rebrousser chemin.

Il importe de souligner que les contestataires se trouvaient parmi les habitants du centre de recasement datant de l'ère coloniale et qui menace ruine. Ils n'ont pas supporté, nous disent-ils, que des personnes étrangères à la commune de Hammam Melouane bénéficient de logements au moment où eux attendent depuis plusieurs années d'être relogés dans des habitations décentes.

M. B.

L'ANNONCE SERA FAITE AUJOURD'HUI

9 % d'augmentation pour les retraités

Les retraités, au nombre de deux millions en Algérie, bénéficieront désormais d'une augmentation significative de leurs pensions qui seront majorées de 9 %. C'est ce que nous apprenons de source sûre. «Ces augmentations seront effectives dès le mois de Ramadan», nous révèle notre source. «L'annonce sera faite officiellement demain mercredi (aujourd'hui, Ndlr) à

partir du siège de la Caisse nationale des retraites lors d'une cérémonie que présideront le patron de la Centrale syndicale, Madjid Sidi Saïd, et le ministre par intérim du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Djamel Ould Abbès», nous précise-t-on encore de même source.

K. A.